Les Jeudis du Défap : Modifications constitutionnelles et longues mandatures en Afrique – Le replay

Les modifications constitutionnelles destinées à prolonger les mandats présidentiels constituent aujourd'hui l'un des débats les plus sensibles en Afrique. Souvent présentées comme des instruments de stabilité politique et de continuité du développement, elles suscitent également de nombreuses critiques de la part de la société civile, des juristes et des responsables religieux. Lors de sa conférence intitulée « Un regard éthico-théologique sur la problématique des modifications constitutionnelles pour les longues mandatures en Afrique », le pasteur et docteur en théologie Benjamin Kokou Gabiam a proposé une réflexion qui dépasse le cadre strictement juridique. Son analyse interroge la légitimité morale du pouvoir à travers les enseignements bibliques et les principes éthiques de justice, de responsabilité et de bien commun.

Les révisions constitutionnelles : entre légalité et légitimité

Selon Benjamin Kokou Gabiam, la Constitution ne doit pas être considérée comme un simple instrument juridique. Elle constitue un cadre destiné à limiter l'exercice du pouvoir et à protéger les citoyens contre l'arbitraire. Si la révision constitutionnelle est un mécanisme légal prévu par les textes, elle ne devient pas automatiquement légitime sur le plan

moral.

Depuis les années 2000, plusieurs pays africains ont modifié leur Constitution afin de permettre à leurs dirigeants de rester plus longtemps au pouvoir. Ces réformes sont souvent justifiées par la nécessité d'assurer la stabilité politique ou de poursuivre des programmes de développement. Cependant, elles sont fréquemment perçues comme des manœuvres destinées à préserver des intérêts particuliers plutôt qu'à servir l'intérêt général.

Le conférencier rappelle ainsi qu'une réforme constitutionnelle doit toujours être évaluée à la lumière de sa finalité. Une modification qui renforce l'État de droit et les libertés publiques peut être bénéfique. En revanche, lorsqu'elle vise principalement à maintenir un dirigeant au pouvoir, elle risque d'affaiblir la confiance des citoyens dans les institutions et de compromettre l'équilibre démocratique.

La longévité au pouvoir à l'épreuve de l'éthique biblique

La question de la longévité au pouvoir ne reçoit pas, selon l'orateur, de réponse simple ou absolue. D'un côté, un dirigeant qui reste longtemps en fonction peut assurer une certaine continuité des politiques publiques, favoriser la stabilité et conduire des réformes de long terme. Cette situation peut être particulièrement utile dans les contextes de sortie de crise ou de reconstruction nationale.

D'un autre côté, la durée excessive du pouvoir comporte des risques importants. Elle peut entraîner l'affaiblissement des contre-pouvoirs, la personnalisation du pouvoir, la corruption et la réduction des espaces démocratiques. Lorsque les institutions de contrôle deviennent dépendantes de l'exécutif, l'État de droit se fragilise progressivement.

Pour éclairer cette réflexion, Benjamin Kokou Gabiam s'appuie sur le texte de Romains 13. L'apôtre Paul y invite les croyants à reconnaître l'autorité politique comme une institution nécessaire à l'ordre social. Toutefois, cette autorité n'est pas absolue. Elle est appelée à servir le bien commun et demeure responsable devant Dieu. La Bible ne justifie donc pas l'obéissance aveugle aux gouvernants ni les abus de pouvoir.

Le conférencier rappelle également que les Écritures associent la prospérité d'une nation non à la durée d'un règne, mais à la justice. Les textes bibliques mettent en garde contre les dérives du pouvoir sans contrôle et soulignent l'importance de l'humilité, de la responsabilité et de l'écoute. Ainsi, la longévité au pouvoir n'est ni un bien ni un mal en soi : tout dépend de l'usage qui en est fait et de la solidité des institutions qui l'encadrent.

Pour une gouvernance fondée sur la justice et le bien commun

Afin d'évaluer la pertinence d'une modification constitutionnelle, le pasteur Gabiam propose trois critères éthiques fondamentaux : la justice, la vérité et l'humilité du pouvoir.

La justice exige que toute réforme soit orientée vers le bien commun et la protection des plus vulnérables. Une Constitution ne doit pas être modifiée au bénéfice d'un individu ou d'un groupe, mais dans l'intérêt de la nation.

La vérité et la transparence impliquent que les processus de révision se déroulent dans un climat de dialogue, de consultation et de participation citoyenne. Une réforme menée dans l'opacité ou sans véritable débat public perd une grande partie de sa légitimité.

Enfin, l’humilité du pouvoir constitue un principe essentiel de l’éthique biblique. Le dirigeant est appelé à se considérer comme un serviteur du peuple et non comme le propriétaire de sa fonction. Sa capacité à accepter l’alternance et à préparer sa succession est un signe de maturité démocratique.

Le conférencier souligne également le rôle important des Églises et des leaders religieux. Sans s’engager dans des logiques partisanes, ils ont pour mission de rappeler les exigences morales de la gouvernance, de défendre l’État de droit et de promouvoir la réconciliation lorsque les crises politiques divisent les sociétés.

La réflexion de Benjamin Kokou Gabiam met en lumière une idée essentielle : la légitimité du pouvoir ne dépend pas de sa durée, mais de sa capacité à servir la justice, la paix et le bien commun. Les modifications constitutionnelles ne doivent jamais être évaluées uniquement à partir de leur légalité formelle, mais aussi à partir de leur portée éthique et de leurs conséquences sur la démocratie. Pour l’Afrique, le défi consiste à construire des institutions capables de concilier stabilité politique, responsabilité des dirigeants et respect de l’État de droit. Dans cette perspective, la Constitution demeure non seulement un texte juridique, mais aussi un pacte moral destiné à protéger les peuples et à garantir une alternance pacifique du pouvoir.

Colloque de Pomeyrol 2026 : Nos ressources culturelles et

spirituelles face à la crise écologique

Depuis plusieurs années, les rencontres annuelles de la Communauté de Pomeyrol explorent les relations entre le Nord et le Sud, et les multiples défis qui traversent aujourd'hui notre planète. Dans un monde marqué par les enjeux de justice, de paix et de sauvegarde de la Création, ces colloques sont devenus progressivement un espace privilégié de réflexion, de dialogue et de rencontre entre personnes, cultures et visions du monde diverses.

S'inscrire au colloque

À travers ces échanges, **nous cherchons à mieux comprendre comment accueillir l'autre, vivre ensemble malgré nos différences** et dépasser les barrières qui continuent de fragmenter nos sociétés : ségrégations, héritages coloniaux, nouvelles formes de domination, racismes visibles ou invisibles. Cette démarche se nourrit de la conviction que le dialogue sincère et l'écoute mutuelle peuvent contribuer à une transformation profonde de nos regards et de nos comportements.

Le thème retenu pour le colloque 2026 s'inscrit dans cette dynamique : « Nos ressources culturelles et spirituelles face à la crise écologique : regard Nord–Sud–Nord »

Plus que jamais, notre monde est confronté à une crise qui dépasse largement la seule question environnementale. Elle touche les fondements mêmes de notre civilisation, interrogeant notre compréhension de la création, notre place au sein du vivant et notre responsabilité envers Dieu, envers nos semblables et envers les générations futures.

Comme le rappelait Albert Einstein, il n'est pas possible de résoudre un problème avec les modes de pensée qui l'ont

engendré. Face à l'urgence écologique, nous sommes appelés à une véritable conversion du regard, à une métanoïa intellectuelle, culturelle et spirituelle capable de renouveler notre relation à la création.

Dans cette perspective, **le dialogue « Nord–Sud–Nord » apparaît plus nécessaire que jamais.** Les sociétés du Nord comme celles du Sud portent en elles des trésors de sagesse, des traditions spirituelles, des visions du monde et des expériences communautaires susceptibles d'éclairer les défis contemporains. Les héritages philosophiques, théologiques et écospirituels du Nord peuvent rencontrer les richesses culturelles, éthiques et cosmologiques du Sud pour ouvrir des horizons nouveaux.

Cette rencontre n'efface ni les blessures de l'histoire ni les déséquilibres qui demeurent. **Elle offre cependant la possibilité d'un enrichissement mutuel**, où différentes conceptions de la création, du bonheur, du vivre-ensemble et du rapport au vivant peuvent dialoguer et se féconder réciproquement.

Alors que « la création tout entière soupire et souffre les douleurs de l'enfantement » (Rm 8,22), nous sommes invités à entendre cet appel à une vigilance spirituelle renouvelée et à une transformation profonde de nos modes de vie.

Le colloque 2026 se veut ainsi un lieu humble et exigeant de partage, de discernement et d'espérance. **Ensemble, nous mettrons en lumière les ressources culturelles et spirituelles dont disposent nos sociétés pour affronter la crise écologique, les interrogerons avec lucidité et les confronterons dans un esprit de dialogue.** Peut-être verrons-nous alors émerger, grâce à cette fécondation réciproque entre Nord et Sud, des chemins nouveaux vers un monde plus juste, plus solidaire et plus habitable.

Nous vous invitons à **rejoindre cette réflexion collective et à**

participer à cette aventure de pensée, de foi et d'engagement **au service de la Création et de l'avenir commun.**

Informations pratiques

 Thème : « Nos ressources culturelles et spirituelles face à la crise écologique – Regard commun Nord-Sud. »

 Organisateurs : Communauté de Pomeyrol, Défap Service protestant de mission

 Du vendredi 3 juillet (17h) au lundi 6 juillet (15h)

18 Avenue d'Arles, 13105 St Etienne du Grès

 Colloque ouvert à tous, inscription obligatoire

Comment s'inscrire ?

Nous vous invitons à **télécharger et à compléter la fiche d'inscription**, puis à nous la retourner avant le 25 juin par courrier électronique à l'une des adresses suivantes :

- La communauté de pomeyrol : **srmaria.pomeyrol@laposte.net**
- Jean-Pierre Anzala, responsable de l'échange théologique au Défap **jean-pierre.anzala@defap.fr**

Conférence : La Mission de Paris avec Jean-François Zorn

Le Défap accueillera, samedi 13 juin 2026, l'historien et missiologue Jean-François Zorn pour une conférence consacrée à l'histoire de la Mission de Paris et à ses relations avec les grands bouleversements du XXe siècle. Intitulée « La Mission

de Paris. Une mission protestante aux prises avec la paix mondiale, les cultures, la politique coloniale et son propre héritage », cette rencontre proposera un regard historique sur près d'un siècle et demi d'engagement missionnaire protestant, à travers les crises politiques, coloniales et ecclésiales qui ont marqué l'histoire contemporaine.

Spécialiste de l'histoire de la Société des Missions Évangéliques de Paris, plus connue sous le nom de « Mission de Paris », Jean-François Zorn a consacré plusieurs décennies de recherche à cette institution fondée en 1822. **Après un premier volume publié en 1993 et réédité en 2012, couvrant la période de 1822 à 1914, il présentera ce second tome attendu, consacré aux années 1914-1971.**

Au cours de son histoire, **la Mission de Paris a envoyé près de 1 500 missionnaires français, suisses, italiens et européens en Afrique, à Madagascar et dans le Pacifique**, ainsi qu'environ 500 Volontaires du Service national (VSN). Mais son action ne s'est pas limitée à l'envoi de personnel : elle a également participé à la fondation d'Églises locales et au développement d'institutions éducatives, sociales, médicales et économiques dans les pays du Sud.

À travers plusieurs « flashs » historiques, Jean-François Zorn reviendra **sur quatre moments de crise qui ont profondément interrogé les relations entre mission, politique et société :**

- la Première Guerre mondiale, lorsque des chrétiens des Églises du Sud furent enrôlés dans le conflit de 1914-1918 ;
- l'entre-deux-guerres et l'Exposition coloniale de 1931, où des chrétiens kanak furent scandaleusement présentés comme des « sauvages » ;
- les indépendances africaines, notamment au Cameroun, où l'Église évangélique prit position face aux mouvements indépendantistes en 1960 ;
- enfin, la transformation de la Mission de Paris entre

1968 et 1970, qui conduisit à la naissance de la Cevaa et du Défap.

Cette conférence sera l’occasion d’ouvrir une réflexion sur des questions toujours actuelles : les rapports entre guerre et paix, culture et domination, colonialisme et indépendance, mais aussi sur l’évolution de la mission chrétienne, passée d’un modèle à sens unique à une dynamique de « mission de partout vers partout ».

Informations pratiques

Conférence de Jean-François Zorn : *La Mission de Paris : une mission protestante aux prises avec la paix mondiale, les cultures, la politique coloniale et son propre héritage*

 Samedi 13 juin 2026 de 19h à 20h30

Le Défap, 102 boulevard Arago, Paris 14e

 Entrée libre, dans la limite des places disponibles.

Comment l’Église joue-t-elle un rôle essentiel dans la solidarité ?

L’Église ne se limite pas à un espace spirituel. Elle agit au cœur des réalités humaines, sociales et politiques. Dans de nombreux contextes, notamment en Afrique, elle représente un acteur de proximité capable de mobiliser les communautés, défendre la dignité humaine et porter des initiatives concrètes de solidarité. À travers son engagement pour la justice sociale, l’écologie, l’égalité et le développement,

l’Église devient un véritable pont entre les besoins locaux et les enjeux mondiaux.

La place de l’Église dans la société

Le rôle de l’Église auprès des communauté locales

L’Église occupe une place centrale dans la vie quotidienne de nombreuses populations. Elle accompagne les personnes dans les moments essentiels de l’existence : naissance, éducation, maladie, deuil ou crise sociale. Cette présence de proximité lui confère une autorité morale et une capacité d’action uniques.

Dans la conférence des Jeudis du Défap de Flore Badila Loupe, pasteure et docteure en théologie, sur le rôle de l’Église dans la société, il est rappelé que la mission prophétique de l’Église consiste à « dénoncer les injustices sociales, défendre le respect du droit humain, affirmer la dignité de la personne humaine, œuvrer pour la justice sociale et la sauvegarde de la création ». Cette mission dépasse largement le cadre religieux : elle engage l’Église dans la transformation de la société.

En Afrique notamment, l’Église est souvent présente là où les institutions publiques sont fragiles ou absentes. Elle soutient les populations vulnérables, favorise l’entraide et participe à la cohésion sociale. Son ancrage communautaire lui permet d’agir durablement et de construire des dynamiques collectives fondées sur la solidarité.

Un puissant levier de sensibilisation

Grâce à son implantation locale, l’Église possède également une forte capacité de sensibilisation. Elle ne transmet pas

seulement des discours : elle forme des consciences, influence les comportements et encourage des pratiques solidaires.

Dans la conférence des Jeudis du Défap sur « l'Église et écologie en contexte africain », Marcel Ngirinshuti, vice Doyen à la Faculté des Technologies de l'Information et de la Communication, souligne que les Églises africaines peuvent faire de l'écologie « une pratique communautaire, intégrée à la vie quotidienne et à la spiritualité ». Par leurs écoles, leurs cultes, leurs groupes de jeunes ou leurs réseaux communautaires, elles sensibilisent à des enjeux essentiels comme la protection de l'environnement, la justice sociale ou le vivre-ensemble.

Cette capacité de mobilisation permet aussi de relier les réalités locales aux grands défis contemporains : changement climatique, pauvreté, violences sociales ou discriminations. L'Église devient alors un espace d'éducation citoyenne et de transformation sociale.

Une vision fondée sur la dignité humaine, la justice sociale et la sauvegarde de la création

Une solidarité enracinée dans la dignité humaine

L'engagement de l'Église repose sur une conviction fondamentale : chaque être humain possède une dignité inaliénable. Cette vision pousse les communautés chrétiennes à défendre les plus vulnérables et à lutter contre toutes les formes d'exclusion.

Dans la conférence des Jeudis du Défap avec Fifamé Fidèle Houssou Gandonou sur la réflexion sur les fondements éthiques du féminisme, il est affirmé que « le féminisme, bien compris,

est une branche de l’éthique qui vise l’excellence humaine ». L’objectif n’est pas d’opposer les personnes entre elles, mais de restaurer une humanité réconciliée, fondée sur la réciprocité et le respect mutuel. Cette approche rejoint la mission sociale de l’Église : défendre les droits des femmes, lutter contre les violences et promouvoir une société plus juste. L’Église est ainsi appelée à questionner certaines pratiques culturelles ou interprétations religieuses qui entretiennent les inégalités.

L’écologie comme engagement spirituel et social

La solidarité portée par l’Église s’exprime également dans son engagement écologique. Face à la dégradation de l’environnement et à ses conséquences sur les populations pauvres, de nombreuses communautés chrétiennes développent des initiatives concrètes.

Marcel Ngirinshuti rappelle que « protéger l’environnement n’est pas seulement un enjeu écologique, c’est un acte de solidarité avec les plus vulnérables ». L’écologie devient alors une question de justice sociale et de foi. Des Églises participent aujourd’hui à des projets de reforestation, de gestion durable de l’eau, d’agriculture communautaire ou de sensibilisation environnementale. Elles montrent qu’il est possible de concilier protection de la création et lutte contre la pauvreté.

Cette vision s’appuie sur une compréhension biblique de la création comme un don confié à l’humanité. L’être humain n’est pas propriétaire absolu de la terre : il en est le gardien.

Une solidarité qui relie les peuples

L’Église joue aussi un rôle essentiel dans la solidarité internationale. Grâce à ses réseaux, elle relie des communautés de différents pays autour de projets communs et

d’un engagement partagé pour la justice et la paix. Les Églises deviennent ainsi des espaces de dialogue interculturel, de coopération et de soutien mutuel. Elles permettent de faire entendre les réalités vécues localement dans les débats mondiaux sur le développement, les droits humains ou la justice climatique.

Le Défap, un pont entre les réalités locales et les enjeux mondiaux

Un acteur historique de la solidarité internationale

Défap joue un rôle majeur dans cette dynamique de solidarité. Service protestant de mission, il accompagne depuis de nombreuses années des Églises et des partenaires dans différents pays, notamment en Afrique.

Le Défap agit comme un pont entre les réalités locales et les enjeux internationaux. Son action repose sur l’échange, la coopération et la réciprocité entre les Églises partenaires. Il soutient des projets répondant à des besoins de communautés liés à l’éducation, à la formation théologique, à l’écologie, aux droits humains ou encore à l’autonomisation des femmes.

Par exemple, le CIPCRE porte un projet visant à améliorer l’assainissement et la protection de l’environnement dans les villages d’Agbonan et de Kpanoukpadé, au Bénin, grâce à la valorisation des déchets agricoles et ménagers. Par la production de biogaz, de compost et l’installation d’un système solaire de pompage d’eau, il encourage une gestion écologique des ressources et des pratiques énergétiques durables.

L’envoi et l’accueil de volontaires

Le Défap favorise également les échanges humains grâce à l’envoi et à l’accueil de volontaires. Ces expériences permettent la rencontre entre cultures, le partage de compétences et la construction de relations durables entre communautés de différents pays. Les volontaires participent à des projets éducatifs, sociaux ou environnementaux et découvrent d’autres réalités humaines. Cette mobilité contribue à faire vivre une solidarité concrète, fondée sur la rencontre et l’engagement réciproque.

Conclusion

L’Église joue un rôle essentiel dans la solidarité parce qu’elle agit au plus près des réalités humaines. Par son ancrage local, sa capacité de sensibilisation et son engagement pour la dignité humaine, elle contribue à construire des sociétés plus justes et plus fraternelles.

Qu’il s’agisse de justice sociale, d’écologie, d’égalité femmes-hommes ou de solidarité internationale, l’Église peut devenir un véritable acteur de transformation. À travers des organisations comme Défap, cette solidarité prend une dimension mondiale, reliant les communautés locales aux grands défis contemporains et rappelant qu’aucune société ne peut avancer durablement sans justice, sans dignité et sans fraternité.

Lettre de nouvelles : Un

printemps marquant

Demiana réalise actuellement une mission de service civique au sein de la communauté des diaconesses à Strasbourg. À travers cette lettre, elle partage son expérience de vie et d'engagement auprès des sœurs, les découvertes humaines et spirituelles qu'elle vit au quotidien, ainsi que les évolutions personnelles que cette mission lui apporte depuis son arrivée en France.

Bonjour tout le monde,

J'espère que vous allez bien. Ça fait 5 mois que je fais mon service civique au sein de la communauté des diaconesses à Strasbourg.

Avec l'arrivée du printemps, les journées deviennent plus belles et ensoleillées, et cela fait vraiment du bien. Cela me rappelle aussi le chemin que je vis ici depuis cinq mois. Petit à petit, je me suis adaptée à cette nouvelle vie : le climat, la nourriture, le rythme… tout est devenu plus simple pour moi.

Ce qui me touche le plus, c'est ma mission avec les sœurs. Au début, tout était nouveau, mais aujourd'hui je me sens vraiment à ma place. Nous partageons beaucoup de moments ensemble : des sorties, des activités, des jeux… Ce sont des choses simples, mais pleines de joie. Cette mission m'apprend à être plus présente, plus patiente et plus ouverte aux autres.

J'ai aussi eu la chance de participer à des moments de partage avec d'autres personnes. Nous avons accueilli trois jeunes filles de 15 ans de l'école Lucie Berger, qui sont venues faire des activités avec les sœurs dans le cadre scolaire. J'ai participé avec elles, et c'était une très belle expérience. J'ai aussi visité cette école pendant la semaine de Pâques et j'ai parlé aux enfants de la manière dont nous

fêtons Pâques en Égypte. C’était un moment simple et chouette, mais très touchant, et les enfants étaient adorables.

Sur le plan spirituel, je sens aussi un vrai changement en moi. J’aime beaucoup l’église où je vais : les messages sont simples mais profonds, ainsi que les chants. La vie avec les sœurs me fait grandir intérieurement, me fait réfléchir davantage et m’aide à voir les choses autrement.

La célébration de Pâques ici a été un moment très spécial pour moi. Le matin, nous avons fait l’aube pascale ensemble, puis nous avons participé à la messe. C’était un moment calme, profond et plein de paix.

Et voilà, j’aime bien ce que je fais et je suis contente.

Enfin, j’ai suivi deux formations qui m’ont aussi aidée à découvrir de nouvelles choses. La première, c’était en janvier, portait sur la laïcité en France et m’a permis de mieux comprendre la société ici. La deuxième, début avril, sur les médias, était intéressante et m’a appris de nouvelles choses.

Je vois un vrai changement en moi depuis mon arrivée : je me sens plus calme, plus ouverte et plus reconnaissante pour les petites choses. J’apprends chaque jour à travers les personnes que je rencontre et les expériences que je vis.

Merci.Télécharger la lettre

Courrier de mission : Le

Défap, acteur de l’Église universelle